

Burundi : multiplication des convocations de journalistes par la justice

@rib News, 29/07/2011 - Source AFP Quatre journalistes dont les rédacteurs en chef des deux principales radios privées ont été convoqués vendredi par la justice au Burundi, a annoncé le directeur d'une des stations, dénonçant un harcèlement des médias. Ce matin, le substitut du procureur de Bujumbura a convoqué le rédacteur en chef de notre station, la RPA, Bob Rugurika, pour "raisons d'enquête", alors que deux autres journalistes étaient convoqués dans les mêmes conditions à Ngozi (Nord), a annoncé Eric Manirakiza, directeur de la Radio publique africaine (RPA, privée). Le rédacteur en chef de la RPA était convoqué pour la 3^e fois en deux semaines, quatre journalistes sont en train d'être jugés pour "diffamation" parce qu'ils ont révélé un scandale qui implique le maire de Bujumbura, Evrard Giswaswa, et un autre de nos journalistes est poursuivi par le procureur de Bubanza (Nord-Ouest), a-t-il ajouté. Tout ceci relève du harcèlement, a-t-il jugé. Selon lui, le pouvoir cherche à intimider, faire taire les médias privés, notamment la RPA qui traite de dossiers délicats de corruption, d'assassinats extrajudiciaires. Le rédacteur en chef de la Radio Isanganiro (privée) a aussi été convoqué vendredi dans le bureau d'un autre substitut du procureur. Les convocations judiciaires régulières de journalistes et les mises en garde du CNC (Conseil national de la communication) relèvent du harcèlement et de l'intimidation contre les médias privés, a réagi Reporters sans frontières. Ces convocations alimentent un climat hostile à la liberté de la presse, a ajouté RSF. La RPA et Radio Isanganiro, connues pour leurs critiques du pouvoir, sont particulièrement ciblées par les autorités burundaises, a regretté l'organisation de défense des médias, en appelant les autorités à laisser ces médias et leurs journalistes travailler librement. Ces convocations interviennent alors qu'un bras-de-fer est engagé entre l'ordre des avocats du Burundi et le pouvoir, suite à l'emprisonnement de trois avocats depuis mi-juillet. Le pouvoir burundais est sur les nerfs car il traverse une passe très difficile, explique un diplomate sous couvert d'anonymat. Selon lui, la corruption et les violations des droits de l'Homme rendent les pays donateurs de plus en plus réticents à aider le Burundi. En outre, le pouvoir ne parvient pas à réduire les groupes armés naissants et il est confronté à des dissensions internes, poursuit-il. La multiplication d'attaques meurtrières attribuées à une nouvelle rébellion, suivies d'arrestations massives et autres exécutions sommaires fait craindre à de nombreux observateurs une reprise des hostilités plus grande échelle dans ce pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300.000 morts entre 1993 et 2006.